

Ministry of Education

Minister

315 Front Street West
Toronto ON M7A 0B8**Ministère de l'Éducation**

Ministre

315, rue Front Ouest
Toronto ON M7A 0B8**2022: B09****6 Avril 2022****Note de service**

Destinataires : Présidentes et présidents des conseils scolaires de district
Directrices et directeurs de l'éducation
Secrétaires-trésorières et secrétaires-trésoriers des administrations scolaires

Expéditeur : Stephen Lecce
Ministre de l'Éducation

Objet : **Soutien aux élèves ukrainiens qui ont reçu une autorisation d'urgence pour entrer ou rester au Canada**

Le but de cette note de service est de vous fournir des renseignements pour donner suite à l'octroi par le Canada d'une autorisation d'urgence permettant aux Ukrainiens d'entrer ou de rester au Canada et sur les répercussions pour les élèves déplacés et leurs familles qui sont réinstallés en Ontario.

Le gouvernement fédéral a annoncé la création de l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (AVUCU) pour les personnes fuyant l'Ukraine. Il a aussi annoncé que près de 4 000 Ukrainiens ont reçu leur approbation pour immigrer au Canada jusqu'à maintenant. Le ministère de l'Éducation a réagi rapidement pour s'assurer que ces élèves puissent fréquenter l'école gratuitement en Ontario, tout en ciblant des soutiens améliorés en matière de santé mentale, pour soutenir les élèves ukrainiens alors qu'ils font face à l'adversité d'une guerre infligée par le régime de Poutine. Le ministère a modifié le Règlement de l'Ontario 20/10 (Droits exigés des résidents non permanents – Dispenses) pris en application de la *Loi sur l'éducation* pour permettre temporairement aux personnes qui ont obtenu une autorisation d'urgence d'entrer ou de rester au Canada pour des raisons humanitaires, ce qui comprend, sans s'y limiter, les personnes qui se trouvent en Ontario en vertu de l'AVUCU, de fréquenter une école publique en Ontario sans avoir à payer de droits.

.../p2.

Cette modification vise à aider les élèves qui ont reçu cette autorisation d'urgence pour, y compris ceux de l'Ontario en vertu de l'AVUCU, poursuivre leurs études et s'appliquera aux élèves admis à fréquenter l'école durant les années scolaires 2021-2022 et 2022-2023. Il est conseillé aux conseils scolaires d'admettre ces écoliers dans leurs écoles dès que possible, de les dispenser du paiement des droits et de les déclarer comme étant des « élèves du conseil » aux fins du financement du ministère. On demande également aux conseils scolaires de faire preuve de discrétion dans la vérification des exigences de résidence afin de favoriser une transition en douceur pour ces élèves et leurs familles.

En même temps, le ministère reconnaît que ces élèves nouveaux arrivants ne sont peut-être pas arrivés en Ontario pour être inscrits dans une école à temps pour générer des Subventions pour les besoins des élèves pour un conseil scolaire en 2021-2022.

On demande aux conseils scolaires de faire le suivi des inscriptions de ces élèves afin de s'assurer qu'ils sont admissibles au financement pour assurer l'intégration de ces élèves, y compris les élèves qui se trouvent en Ontario en vertu de l'AVUCU, dans le système d'éducation publique de l'Ontario. De plus amples renseignements et des formulaires pour la collecte des données seront fournis dans les semaines à venir.

Pour aider les familles qui ont besoin d'avoir accès à des services de garde d'enfants agréés, les conseils scolaires peuvent orienter les demandes de renseignements de parents ou de tuteurs au gestionnaire du système de services de garde d'enfants local en utilisant le lien suivant : [Gestionnaires de système de services pour les programmes de garde d'enfants et de la petite enfance | ontario.ca](https://www.ontario.ca/gestionnaires-de-systeme-de-services-pour-les-programmes-de-garde-d-enfants-et-de-la-petite-enfance).

Si vous avez des questions au sujet de cette situation, veuillez écrire à enrolment@ontario.ca.

Veillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs,

Le ministre,

original signé par

Stephen Lecce

- c.c. Président, Association des conseils scolaires des écoles publiques de l'Ontario (ACÉPO)
Directrice générale, Association des conseils scolaires des écoles publiques de l'Ontario (ACÉPO)
Présidente, Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques (AFOCSC)
Directeur général, Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques (AFOCSC)
Président, Ontario Catholic School Trustees' Association (OCSTA)
Directeur général, Ontario Catholic School Trustees' Association (OCSTA)

Présidente, Ontario Public School Boards' Association (OPSBA)
Directeur général, Ontario Public School Boards' Association (OPSBA)
Directeur général, Conseil ontarien des directions de l'éducation (CODE)
Président, Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO)
Directeur général et secrétaire-trésorier, Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO)
Présidente, Ontario English Catholic Teachers' Association (OECTA)
Secrétaire général, Ontario English Catholic Teachers' Association (OECTA)
Président, Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario (FEEO)
Secrétaire générale, Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario (FEEO)
Président, Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (FEESO)
Secrétaire général, Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (FEESO)
Présidente, Conseil des travailleurs de l'éducation de l'Ontario (CTEO)
Présidente, Alliance des travailleuses et travailleurs en éducation de l'Ontario (ATEO)
Présidente du CSCSO, Syndicat canadien de la fonction publique – Ontario (SCFP-Ontario)
Coordonnateur, Syndicat canadien de la fonction publique – Ontario (SCFP-Ontario)
Directeur général, Association des directions et directions adjointes des écoles franco-ontariennes (ADFO)
Directeur général, Catholic Principals' Council of Ontario (CPCO)
Directrice générale, Ontario Principals' Council (OPC)
Cadres supérieurs de l'administration des affaires
Gestionnaires des services municipaux regroupés
Conseils d'administration de district des services sociaux